

# L'Europe, la France et l'Afrique: commerce ou développement ?

Par **Barry Aminata Touré\***  
et **Luc Lamprière\*\***



**«De nombreuses voix africaines ont finalement rejoint les organisations de la société civile qui, depuis des années, tentaient en vain de faire bouger Bruxelles»**

« **S**i l'on ne veut pas asphyxier les pays les plus pauvres d'Afrique, il faut leur garantir une transition, un chemin, avant de les laisser totalement démunis de toute protection par rapport à un marché où la brutalité des échanges ferait qu'ils ne pourraient pas s'en sortir. »

Nicolas Sarkozy, en mettant ainsi fin, lors du récent sommet Europe-Afrique, à l'unanimité européen sur le dossier clé des relations économiques entre les deux continents, a adressé à Bruxelles un message inattendu. Reste à savoir comment, au moment de conclure – théoriquement aujourd'hui – une série d'accords dits « de partenariat économique » avec les 77 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), les négociateurs européens comprendront ce soudain réveil public de Paris sur un dossier où la France était jusqu'alors apparue sur la même ligne que Bruxelles. De fait, le bilan des négociateurs européens est plutôt sombre. Pour faire passer leur objectif premier – la mise en conformité avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) du système gouvernant les échanges entre ces deux régions, basé depuis toujours sur des préférences commerciales –, ils leur avaient promis la construction d'un partenariat « équilibré ».

La réalité a été tout autre : obtenus à l'arraché à la veille de l'échéan-

ce, les accords « intermédiaires » font, en pratique, de l'ouverture commerciale la seule clé du développement. Pis, leur contenu est un catalogue d'engagements reniés : une libéralisation des marchés africains qui dépasse les exigences de l'OMC, le plus souvent sans protection des agriculteurs africains les plus fragiles ou des industries naissantes du continent, et de faux compromis sur lesquels il sera dur de revenir.

Il n'est que temps de reconnaître que ces discussions – dans lesquelles Paris a surtout brillé par sa discrétion – ont été si piètrement conduites par Bruxelles que, sauf un sérieux rattrapage, c'est, en Afrique, ce qui reste de crédit à l'Union et à ses États membres (dont la France) en matière de développement qui en fera les frais. Sans accord, « les bateaux européens ne pourront plus transporter les produits de base ivoiriens, comme la banane et le cacao », mettait en garde récemment à Libreville le commissaire européen au « développement et à l'aide humanitaire », Louis Michel, avant que la Côte d'Ivoire ne cède finalement sous la pression. Loin donc du dialogue entre « partenaires » !

**O**n est ici, certes, sur un terrain cher aux technocrates : un dossier aride, un dialogue sous contrainte (avec des États qui dépendent souvent de l'aide de l'Europe), des règles opaques. Bref, assez pour dissimuler

des objectifs mercantiles que l'on aura beau jeu, ensuite, de prêter aux seuls Chinois !

Mais, pour des millions d'Africains, les effets s'annoncent dévastateurs. Sans alternative, par exemple, aux revenus douaniers, ce sont les cruciaux budgets de santé ou d'éducation qui risquent de passer à la trappe. Partout, c'est l'avenir de l'agriculture vivrière africaine qui est menacé.

De nombreuses voix africaines, du président Abdoulaye Wade au Sénégal au président Thabo Mbeki en Afrique du Sud, ont finalement rejoint les organisations de la société civile qui, depuis des années, tentaient en vain de faire bouger Bruxelles.

Cette mobilisation a évité une catastrophe, et l'Europe a promis de renégocier en 2008 les accords bâclés en 2007.

Mais ensuite ? « Une fois qu'on les aura condamnés à la plus extrême pauvreté, comment fera-t-on ? On n'aura pas fait avancer les choses », observait encore à Lisbonne le président français.

Sauf à sonner comme un aveu d'impuissance, son message doit être compris comme une promesse faite à l'Afrique. Quand, en février, les négociations reprendront, il ne faudra pas l'oublier.

\* Présidente de la Coalition des alternatives africaines dette et développement-Mali.

\*\* Directeur général Oxfam France-Agir [ici](#).